

DEPARTEMENT <b>SEINE MARITIME</b>
<b>CANTON</b> Canteleu
COMMUNE <b>CANTELEU</b>

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**Liberté – Egalité – Fraternité**

**DÉCISION DU MAIRE N° DEC-0008/23**  
**PRISE EN VERTU D'UNE DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Direction de l'Animation de la Ville - Service des sports -

Nous, Mélanie BOULANGER,  
Maire de la commune de CANTELEU

VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,
- la délibération du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 susvisé, et notamment l'alinéa n°5 relatif à la conclusion et à la révision du louage de choses, pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- la décision du Maire 0235/22 du 4 octobre 2022 relative à la mise à disposition d'équipements sportifs municipaux aux associations pour la pratique de leurs activités,

CONSIDERANT :

- la demande de modification d'un créneau du Canteleu Tennis Club sur la convention initiale de mise à disposition des équipements sportifs.

**DECIDE** :

**ARTICLE 1er** : La Ville de Canteleu, propriétaire, conclut un avenant n°1 à la convention de mise à disposition des équipements sportifs afin de permettre au Canteleu Tennis Club une prolongation jusqu'à 22h de leur créneau du lundi soir dans les terrains de tennis couverts du Centre Alain Calmat.

**ARTICLE 2** : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Mairie et transmise au représentant de l'Etat dans le département. Il en sera rendu compte en communication au Conseil Municipal de Canteleu lors de sa plus proche réunion obligatoire.

**ARTICLE 3** : M. Le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne d'assurer l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 4** : Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
- d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

L'application Télérecours est accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

FAIT A CANTELEU, le 10 février 2023

Le Maire



Mélanie BOULANGER

Loi du 2 mars 1982

**ACTE EXECUTOIRE**

Exécutoire le : 10/02/2023

Affichage le :

Notification le :

Préfecture le : 10/02/2023

ID        DEMAT :        076-217601574-20230210-  
Imc1H11383H1-AR